

Une vie française...

Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT

L'auteur se demande si Charles Trenet pourrait encore composer et chanter «Douce France, cher pays de mon enfance, je t'ai gardée dans mon cœur....», qui date pourtant de 1943!

Cela commence plutôt mal: On donne quelques coups de pieds dans le ventre de sa mère, pour lui signaler qu'on est prêt pour la sortie: sans que l'on ait encore son permis de conduire, on doit rouler à toute allure sur 40 ou 50 kilomètres afin de pouvoir «*naître en toute sécurité*» (dixit la ministre), alors qu'une bonne gentille sage-femme (ou homme) locale aurait suffi; on connaît désormais très longtemps à l'avance les naissances à risques. L'excursion natale retire tous vos points de permis dès la naissance, votre mère accouche dans un fossé, et vous apparaissez dans la malle de la voiture!

Après, il y a un ou deux ans à peu près paisibles, mais vos parents cavalent sans cesse entre leurs heures de travail, pour faire face à l'incessante paperasse, les vaccins obligatoires, trouver une nounou correcte, vous inscrire en crèche ou en garderie (toujours bondées) au moins un an à l'avance.

L'entrée en maternelle est un virage dangereux: *a priori* c'est plutôt jouissif car on y a des copains, et de gentilles maîtresses, mais votre sort reste très aléatoire selon le nombre d'impétrants, la réelle compétence des dites demoiselles, le lieu, les locaux, surtout dans les banlieues des grandes villes.

L'entrée en Primaire est un événement phare: avec des parents un peu intellos, si vous avez le malheur de déjà savoir lire et compter, on vous marginalise, les autres mêmes se moquent de vous et vous tabassent dans les coins, surtout si à 6 ans ils n'ont toujours rien pigé. La maîtresse ne voit jamais rien. Vos parents sont convoqués plusieurs fois par une dame qui semble très compétente, mais qui en fait est formatée par 5 années de dogme égalitariste, pour s'entendre dire que «*vous n'êtes pas dans le cadre*»: il y a seulement 2 propositions: soit on vous fait sauter une ou deux classes et vous vous retrouvez avec des gars qui ont 2 ou 3 ans de plus que vous, fument déjà des joints et vous coincent dans les toilettes, soit on vous conseille une école pour QI supérieur (surdoué?) très rare, uniquement en grande ville et de toutes façons hors de prix, alors que vous êtes parfaitement normal. Si votre père a l'inconscience de remarquer que Louis XIV parlait Grec et Latin à 5 ans, vous êtes définitivement grillé. Votre mère pleure tous les jours au lieu de se réjouir, votre père envisage de casser son assurance vie.

Le collège et le secondaire laissent tout aussi désespéré: plus de Latin ni de Grec si efficaces pour la mémorisation, les racines, l'orthographe (même rénovée); ni récitations, ni dictées, ni conjugaisons par cœur; très peu d'histoire et de géographie: ni rois, ni présidents, ni rivières, ni départements (avec préfectures et sous-préfectures); c'est donc en famille, à la maison, que l'on découvre son propre pays et le monde, si on a cette chance. Sinon, basta: la planète est un désert. Les vrais bons matheux ne sont plus profs depuis longtemps: ils sont dans des Instituts de recherche ou en Amérique; un anglais approximatif, peu parlé et anormalement littéraire est parfois dispensé, mais ce n'est pas une page de Shakespeare qui permet de «bouffer» à London. Quant à vouloir maîtriser du japonais, de l'arabe, de l'italien ou du chinois, c'est rechercher des établissements snobs des grandes villes. Pour faire de bonnes études secondaires dans le secteur public, il faut déménager...

Les vrais ennuis commencent après le Bac, obligamment distribué «gratos» à la sortie des établissements secondaires: si on ne sait vraiment pas quoi faire de son avenir, les conseils en orientation sont cafouilleux, offrant des choix très limités; les «classes prépa» ne sont pas mal, mais d'une cruauté sélective qui traumatise inutilement à vie car on n'y est pas du tout préparé. Le système – unique à la France – Grandes Écoles+Universités font de ces dernières le lamentable débarras des premières au détriment du fameux principe égalitaire qu'on continue à nous faire gober. Personne ne parle jamais de la grande misère universitaire et de son niveau en régression constante; sauf quelques niches dûment élitistes et prudemment cachées par les profs des lycées huppés, qui y enfournent leur privilégiée progéniture tout en clamant Vive l'anarchie!

À peu près au même moment, l'enfer très coûteux et fort aléatoire de l'obtention du permis de conduire n'est pas mal non plus: la lenteur de la procédure, les grèves et congés d'inspecteurs peu nombreux (savent-ils conduire, eux-mêmes?), le peu de rigueur du concours laissent exsangue: on lâche sur les autoroutes des machines à tuer conduites par des bleus persuadés d'être Hamilton .

Trouver un job, même avec de bons (apparemment) diplômes, relève de l'exploit. La paperasse, les blocages administratifs ou locaux, l'opacité des questionnaires, les copinages et les chasses gardées compliquent étrangement la recherche du Graal, la très française panacée restant l'emploi administratif à vie, hyper protégé: lorsqu'on embauche un fonctionnaire, on en prend pour 42 ans...qu'il soit bon ou mauvais, qu'il vienne au bureau ou pas... Le plus souvent, avec 6 ans d'études dites supérieures, on se retrouve à vivoter dans des classes d'un lycée paumé dans une banlieue blafarde, sans autobus, avec un salaire à peine décent. Pour le secteur privé, l'éventail rétrécit de semaine en semaine; certains territoires sont vierges de toute embauche...Bref, on s'en va faire fortune ailleurs, ou l'on végète là où on a réussi à atterrir, dans la crainte de l'annuelle feuille d'impôt.

Se loger relève aussi du cauchemar: si on désire un truc à peu près vivable d'où on peut sortir le matin et rentrer le soir sans se faire égorger, c'est hors de prix, et sans relation aucune avec votre salaire; sinon, il faut émigrer dans des lieux indéfinissables, en permanence perturbés par des transports collectifs nauséabonds, gravitant entre la grève surprise et les tarifs surdimensionnés, ou bien dans un onéreux véhicule privé, orphelin de parking périphérique, et dont la dangerosité et l'aléa embouteillé ne sont plus évitables. Quelle que soit la procédure, on arrive au boulot à l'état de loque, ne rêvant que d'un café dispensé par une machine très fréquemment en panne, prêt à remplir sa nouvelle feuille de maladie.

Si on a fait le judicieux choix de la province et de la ville moyenne, c'est un peu mieux (ou moins pire) mais le plus souvent dépérissant d'ennui, car tous les commerces sont fermés tout le temps, très tôt en semaine pour ne pas rater «*Questions pour un champion*», ou à la recherche de tous les jours fériés imaginables, hormis les déprimantes grandes surfaces (elles aussi particulières à la France). Les rues sont désespérément vides, les cinémas rares, les vieillards silencieux, les ménagères réservées. L'ostracisme est parfois définitif et permanent si vous êtes ostensiblement ex-parisien ou si vous n'avez pas un ancêtre local.

Il y a aussi la «chasse fiscale», grand sport national qu'il s'agisse du revenu personnel, de l'employeur (s'il y en a un), ou du territorial et local: l'opacité de la démarche, avec son grand râteau reste énigmatique; source de colère et d'incompréhension, les essais de tricheries sont multiples. Il y a aussi la constante pénalisation du mouvement: «bouger» en France est un sport à hauts risques qui entraîne environ un an de formalités, alors que le reste du monde sait que «la mobilité» est une des clefs de la prospérité: en France, on ne bouge ni de son terrier, ni de son territoire, ni de son emploi...; peut être parce que l'école a omis de vous apprendre la géographie?

Avec un peu de connaissance du passé, vous vous apercevez souvent que les libertés de pensée, de religion, d'exprimer son opinion, de ce que l'on fait de soi même, y compris

sexuellement, ont rétréci de manière implacable: les loisirs obligés, les engouements collectifs obligatoires, la nouvelle nécessité de s'auto-surveiller sont de plus en plus fréquents. Pour échapper aux lieux communs générés par les chaînes de télévision, aux hurlantes stations de radio et au constant racolage publicitaire, il faut se réfugier dans l'abstention, ce qui est loin d'être épanouissant. On finit par envier le berger du Larzac auquel suffit la compagnie de ses chèvres bêlantes ou le pêcheur vietnamien avec ses cormorans...Mais ceux-là, eux-mêmes, sont gravement menacés par la promesse d'une extinction prochaine. Le recul de l'intimité et de la vie privée, les interdits de plus en plus nombreux et infondés consistant à surveiller en permanence la fumée, l'éclairage, le chauffage, la peinture du logis finissent par le rendre suspect, comme dans *1984* de George (sans S) Orwell. La tente Quechua semble une solution.

Le voisinage est aussi devenu un problème: entre les «trop bruyants» et les «trop taiseux», la haine est absolue: les joyeux et les «friqués» sont mal vus par les chômeurs et les retraités, les unions libres et les PACS absurdement rejetés par les célibataires et les cathos avec famille nombreuse, les basanés doivent être parqués dans des immeubles insalubres, les exotiques envoyés dans d'impossibles *jungles*, les nonantes dans des mouiroirs inavouables, les étudiants dans des soupentes sans toilettes. L'art de la détestation entre jeunesse et vieillesse est un des sommets de notre société franchouillarde. Il y a aussi les abominables vacances d'été, soit disant enchanteresses, mais devenues une invraisemblable foire aux embouteillages et aux rassemblements suants et mal odorants, persillées de péages de pizzas et de Mac Do.

Au prétexte de financement, l'État s'est également emparé de votre corps et de votre santé: le remboursement SECU est le prétexte à s'immiscer dans le fonctionnement vital: certes, il en ressort de fréquents bienfaits, mais à quel prix! et pour encore combien de temps? Le système ne peut survivre que dans les dettes les plus extravagantes: à l'irresponsabilité, s'ajoute un vague sentiment de culpabilité, chaque cachet d'aspirine aggravant «l'insondable trou» de la sécurité sociale. Or la panacée n'est pas de «ne pas payer», mais de pouvoir «disposer librement de son corps». Les attentes interminables, l'autoritarisme médical, son mystère perpétué, l'inégalité des traitements sont autant de sujets désespérants

Mourir comme on veut, quand on veut est de plus en plus difficile: «chez soi» ou entouré de machines et de tuyauterie? Comme a écrit La Rochefoucault: «*quand l'heure est venue, il faut l'accepter*». La mort est devenue «propriété de l'État». L'abominable *sédation* – votée – laisse pantois car elle peut être administrée sans votre volonté; le mot lui même, proche de «sudation», fait que la mort «transpire» en vous au gré d'opaques décisions hospitalières, car il y a toujours un moment où «il faut libérer le lit» pour le suivant...

Et post mortem? Là, «*Massacre à la tronçonneuse*» n'est pas loin: la nouvelle législation sur le don d'organe (qui certes est louable et utile) autorise à récupérer tout ce qui est utilisable sur des dépouilles à peine refroidies. Ne sommes nous finalement qu'un fatras de pièces de rechange, un amas de cellules, de peau et de muscles? Même avec les bons soins de la SECU, on a finalement intérêt, pour pouvoir «reposer en paix», à mourir avec des poumons «bouffés aux mites », un cœur qui «bat la breloque», un foie «d'alcool», des yeux «mirauds», enfin bref, rien de matériellement correct à réemployer. Il serait bon de rappeler aux inventeurs de telles mesures, que l'être humain a aussi un esprit, une pensée, un intellect...enfin, *une âme* peut être, et qu'il n'est pas qu'un tas de viande, même s'il meurt beaucoup.

Nous vivons désormais dévorés par un État omniprésent qui «mande et ordonne», se mêle de tout et de ce qui ne le regarde pas, ne fait jamais confiance aux individus et nous prend pour des crétins. Interdits et contraintes pullulent, amplifiés par les délires journalistiques dont le gagne-pain est d'entretenir la crainte de tout, la peur de manquer, les tsunamis, l'inondation centennale, les légumes pas frais, le nucléaire, la collision météorique, l'Islam, la fin du monde. Et puis, à force de ne dialoguer qu'avec des écrans que l'on peut insulter, piétiner et éteindre, les humains finissent par être traités *comme des écrans* que l'on peut piétiner, insulter et

éteindre.

Voilà donc la belle France remisee dans les trentièmes «grognassants», les quarantièmes rugissants et d'immenses pôles de silence, de lassitude et de mécontentement; doit-on rougir de cette dégradation des relations humaines, avoir la simple nostalgie du respect ?